



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2739

Texte de la question

PLACE DE L'ÉCOLOGIE DANS LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à Mme Barbara Pompili, pour le groupe écologiste.

Mme Barbara Pompili. Monsieur le Premier ministre, un Français sur deux n'a pas jugé utile, n'a pas jugé efficace de s'exprimer lors des élections départementales. Cette indifférence civique doit singulièrement interroger la majorité, parce que chacun a pu constater que l'abstention concerne une bonne part de celles et ceux qui avaient, en 2012, placé leurs espoirs en nous.

Chacun a pu également mesurer la croissance du vote pour l'extrême droite, alimenté par la crise économique ainsi que par une accumulation de frustrations et de stigmatisations, bien souvent contradictoires entre elles d'ailleurs, qui ne mène à rien.

De même, chacun a pu mesurer qu'en réussissant à gérer ses différences, en réalisant son unité, l'opposition a, par un simple effet mécanique, remporté un grand nombre de conseils départementaux. Face à cette réalité, soyons lucides. Nul ne peut demeurer inerte, à commencer par l'exécutif. Dans un monde qui bouge si vite, qui bouge au risque du pire, on ne peut pas ne rien changer.

M. Philippe Cochet. Que ne ferait-on pas pour un maroquin ?

Mme Barbara Pompili. Monsieur le Premier ministre, la gauche est à la merci de ses démons : d'une part, l'enfermement dans un entre-soi, d'autre part, la paralysie et la surdité aux incompréhensions de nos électeurs. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le Premier ministre, vous avez proposé un nouveau pacte majoritaire. Sur ces bancs, chacun sait que l'unité n'est pas la garantie de la réussite, mais chacun sait aussi que la désunion porte la certitude de l'échec. C'est pourquoi nous sommes en attente d'une expression claire de votre part. Ma question est simple : quelle place entendez-vous donner concrètement à l'écologie dans la feuille de route gouvernementale et dans les choix économiques ? *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. S'il vous plaît !

Mme Barbara Pompili. Comment reconstruire les conditions d'une confiance qui s'est certes amoindrie entre nous, d'abord et avant tout avec celles et ceux dont nous portons ici la voix, afin de répondre aux exigences sociales et écologiques ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. –*

Exclamations et huées sur plusieurs bancs du groupe UMP.)

M. le président. Attendez qu'il réponde !

M. Marcel Rogemont. Respectez les institutions !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la présidente Barbara Pompili (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI*),...

Un député du groupe UMP . C'est « ministre » qu'elle attendait !

M. Manuel Valls, Premier ministreles élections départementales viennent d'avoir lieu et elles se sont traduites par une défaite de la gauche et par une victoire de la droite républicaine.

M. Marc Le Fur. Cela faisait trente-neuf ans que la gauche était à la tête des Côtes-d'Armor !

M. Manuel Valls, Premier ministre . C'est incontestable et chacun a pu le constater. Ce n'est pas la première fois – et je n'en tire d'ailleurs aucun enseignement particulier – qu'à l'occasion d'élections intermédiaires – et, pour ce qui concerne ces élections départementales, en une seule série, alors que, par le passé, elles portaient sur deux séries – la majorité qui gouverne, toujours dans des conditions difficiles, essuie une défaite.

Madame Pompili, il faut toujours en tirer les leçons. Il faut toujours être à l'écoute, non seulement de la majorité, mais aussi, et avant tout, des Français qui, par leur vote ou leur abstention, ont exprimé leurs attentes, leurs exigences, leur désespoir et, souvent, leur colère. Ma responsabilité, celle du Gouvernement et celle de tous les responsables politiques, comme vous l'avez très bien dit, est d'y répondre.

Il ne faut jamais s'enfermer, car il s'agit d'être à l'écoute des uns et des autres. Nous avons une conviction : la priorité des priorités est de redresser l'économie de notre pays et de tout faire pour soutenir la compétitivité de nos entreprises, notamment par l'investissement.

M. Bernard Deflesselles. C'est plutôt raté !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Il faudra sans doute aller encore plus loin en matière d'investissement. Des rendez-vous sont déjà fixés, au-delà de l'examen actuel du projet de loi « croissance » par le Parlement : un projet de loi sur le dialogue social sera porté par François Rebsamen. Mais, comme je l'ai dit dès dimanche soir, il faudra sans doute aller encore plus loin, avec le Parlement comme avec l'ensemble des formations politiques, sur les questions liées à l'investissement privé et public.

Madame Pompili, la place des écologistes est dans la majorité (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) et, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, elle est pleinement au Gouvernement.

M. Bernard Accoyer. Et Fessenheim !

M. Manuel Valls, Premier ministre . C'était le cas il y a un an. Depuis un an d'ailleurs, en matière d'écologie, grâce au travail qui a été mené par le Parlement, aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, nous avons bien avancé sur la transition écologique...

M. Bernard Accoyer. C'est scandaleux !

M. Manuel Valls, Premier ministreavec l'engagement de Ségolène Royal. La semaine dernière encore, le projet de loi sur la biodiversité a été adopté par l'Assemblée nationale.

Enfin – et c'est la réponse qui me paraît la plus importante – nous devons mettre en œuvre le plus rapidement

possible toute une série de chantiers que j'ai eu l'occasion de présenter ces dernières semaines, notamment après les événements que nous avons connus au mois de janvier, concernant aussi bien les quartiers populaires que nos territoires périurbains et ruraux, ainsi que, bien sûr, les valeurs de l'école, de la République et de la laïcité. Bref, c'est autour de cette volonté que nous devons nous rassembler, et je ne parle pas seulement de la majorité.

M. Guy Geoffroy. C'est ridicule !

M. Manuel Valls, Premier ministre . La porte est toujours ouverte et la main est tendue. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe UMP.*)

La leçon que je tire de ces élections – cela vaut aussi bien pour la majorité que pour l'opposition – c'est que le pays, à travers l'abstention et le vote pour l'extrême-droite, qui reste extrêmement préoccupant, est profondément divisé et fracturé.

M. Bernard Deflesselles. C'est le retour de la IV^e République !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Ces divisions sont présentes et notre responsabilité collective, et donc la mienne, est de rassembler – rassembler la gauche, bien sûr,...

Mme Laure de La Raudière. Voyez le résultat !

M. Manuel Valls, Premier ministremais aussi tous les Français, parce que le pays a plus que jamais besoin d'apaisement et d'unité, et que chacun doit y prendre sa part. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.*)

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2739

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er avril 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er avril 2015](#)